Trentin, B. La Cité du travail. Le fordisme et la gauche.

Paris : Fayard

Rossitza Kaltcheva et Amélie Sandoval

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/osp/4391>

DOI : 10.4000/osp.4391

ISSN : 2104-3795

Éditeur

Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (INETOP)

Édition imprimée

Date de publication : 2 juin 2014

ISSN : 0249-6739

Référence électronique

Rossitza Kaltcheva et Amélie Sandoval, « Trentin, B. La Cité du travail. Le fordisme et la gauche. », *L'orientation scolaire et professionnelle* [En ligne], 43/2 | 2014, mis en ligne le 02 juin 2017, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/osp/4391> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/osp.4391>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Trentin, B. La Cité du travail. Le fordisme et la gauche.

Paris : Fayard

Rossitza Kaltcheva et Amélie Sandoval

RÉFÉRENCE

B. Trentin

Paris : Fayard

- 1 Bruno Trentin (1926-2007), dirigeant syndical et politique italien, reprend dans *La Cité du travail*, écrit en 1997, ses interrogations sur la crise rencontrée par la gauche¹, et notamment sur son incapacité à proposer une alternative à l'ultralibéralisme. Lui-même homme de gauche, il propose ainsi un retour critique sur une histoire politique et syndicale dont il fut l'acteur, à partir d'une analyse fine et argumentée des façons de penser et d'organiser le travail depuis le début du siècle dernier.
- 2 Dans la première partie de l'ouvrage, Trentin développe le constat que la gauche a toujours peiné à saisir, quel que soit le système politique, la nature des questions et problèmes que posait la manière dont les hommes² travaillaient et produisaient. Deux traditions de pensée et d'action s'affrontent de façon plus ou moins prononcée et plus ou moins conflictuelle en fonction des périodes et des pays.
- 3 D'un côté la « gauche gagnante » (p. 43) qui est celle qui domine et accède, par intermittence, au pouvoir. Réformiste, cette tendance est dans une approche purement distributive et redistributive : il s'agit, par la politique salariale développée et les mesures sociales de l'État providence, d'atténuer les coûts sociaux engendrés par l'industrialisme et le développement des forces productives. Au fond, le travailleur subordonné est amené à abdiquer certains de ses droits, notamment celui de s'exprimer sur le contenu de son travail. Il accepte de prendre des risques pour bénéficier en échange de mesures salariales et sociales de « compensation » (p. 94). De l'autre côté, une gauche différente se caractérise « par l'expression d'une demande de

liberté et de socialisation des pouvoirs et des connaissances sur les lieux de production » et la remise en question d'un « rapport social fondé sur la contrainte et sur l'hétérodétermination totale du travail » (p. 45).

- 4 L'auteur s'attèle à retracer et comprendre les tensions et questionnements qui caractérisent ces deux tendances, en partant du principe que les conflits et les contradictions qui existent entre elles et en elles sont instructifs pour penser les défis de son époque. Il souligne notamment les limites du modèle fordiste et des formes tayloristes d'organisation du travail, du fait, entre autres, de l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de l'accélération du processus de mondialisation des marchés. Malgré les bouleversements, l'organisation scientifique du travail (OST) et ses structures managériales résistent, des alternatives peinent à se construire, aussi bien sur les lieux mêmes de production qu'au niveau de la pensée politique. L'auteur explique, entre autres, cette persistance par « l'hégémonie culturelle du *scientific management* » (p. 185). De ce point de vue, l'ouvrier socialiste, dans la théorie comme dans la pratique, est dans la continuité de celui du modèle tayloriste fordiste : il vend sa force de production et n'a pas à se prononcer sur le contenu et les conditions de son travail, rationnellement déterminés par le progrès. Toute tentative alternative de remettre en question les rapports de pouvoir sur les lieux de travail, comme par exemple avec les « conseils de délégués » (p. 79) en Italie, est vivement critiquée. Dans ce contexte, on assiste à une véritable crise culturelle et politique des forces de gauche et du mouvement syndical qui ne parviennent pas à penser les transformations sociales réelles, et les questions qu'elles posent en termes de droits effectifs.
- 5 Pour l'auteur, le « travail accompli avec d'autres personnes » (p. 209) occupe une place centrale : « le rôle dans le monde du travail détermine l'identité – et pas seulement sociale – des individus » (p. 208). Le travail a une influence sur l'ensemble de l'existence de l'individu, sur sa culture, ses désirs et ses perceptions. De ce point de vue, ce qui se joue au travail entre les professionnels devient un enjeu démocratique primordial : c'est sur les lieux de travail que d'autres rapports (non oppressifs) pourraient s'installer et modifier le fonctionnement de la société dans son entier. Ce faisant, Trentin inverse l'idée traditionnelle des courants marxistes historicistes qui posent la conquête de l'État et la socialisation des moyens de production comme préalable au changement des rapports de production. Au contraire, le mouvement de transformation part du travail : libérer le travail permettra de transformer la vie quotidienne et la société par la conquête de nouveaux droits individuels et collectifs. Parmi ces droits, il faut noter le droit à l'information, le droit à la connaissance et le droit à la formation permanente, qui permettent de « briser le monopole de l'information et du savoir » (p. 96). C'est par son instruction, et l'évolution de cette instruction au cours de la vie et en fonction des mutations du travail, que le travailleur pourra contribuer, de façon créative, à la définition du contenu de son travail. Les questions de l'école, de la formation permanente et du rapport école-industrie sont alors pour lui un enjeu central dans la mise en place d'une « société solidaire des opportunités » (p. 214) qui prennent en compte les différences existant entre les personnes et les groupes.
- 6 Dans la deuxième partie de l'ouvrage, Bruno Trentin cherche la raison de l'incapacité de la gauche à proposer une alternative au système de production capitaliste et tente au bout de sa réflexion d'esquisser quelques pistes et directions à suivre dans l'action citoyenne et politique.

- 7 L'auteur fait partir son analyse des travaux de Marx (p. 222) et revisite les développements de la théorie marxienne menés par Lénine et Gramsci. À l'issue de son analyse, il met au jour ce qui, selon lui, constitue la genèse du processus d'exploitation pointée par Marx : la « séparation entre le travailleur concret et ses instruments spécifiques (matériels et culturels) de production » (p. 303) ainsi qu'« entre travailleur et l'objet de son travail » (p. 304). Trentin explore par ailleurs les « autres voies » qui ont cherché à défendre l'idée de l'autoréalisation de la personne au travail par l'intermédiaire des travaux de Luxembourg et sa conception novatrice du processus de transformation (p. 341) et de la liberté (p. 342). Il poursuit sa recherche en se penchant sur la « première partie de travaux » de Korsch sur la « démocratie industrielle » en attribuant à cet auteur le mérite d'avoir « affronté de manière si cohérente la problématique de la transformation à partir des lieux de production (et non pas uniquement à partir des politiques distributives) [...] » (p. 352). L'auteur s'arrête longuement sur les travaux de Weil qui a « su mettre en relation l'aliénation dans le travail – en tant que résultat d'un rapport oppressif et déshumanisant – avec l'aliénation dans la société civile » (p. 382). Dans le sillage de Weil, Trentin examine aussi les développements de Friedmann qui introduit, selon lui, une véritable rupture « avec l'apologie du taylorisme, qui est en train de triompher au cours de ces mêmes années dans les syndicats réformistes, dans les partis sociaux-démocrates et chez de nombreux partisans de l'expérience bolchévique » (p. 389). Il affirme ainsi la primauté de la liberté de « la personne dans le rapport de travail comme une fin immédiate et non comme moyen de la politique » afin d'« éliminer la solitude du travailleur subordonné, brisé dans son unité d'être pensant et cassé dans sa dignité, pendant une si grande partie de son existence » (p. 391). Au final, en s'appuyant sur les analyses de Dubar (p. 438), Trentin développe l'idée que le travail pourrait être la source d'un nouveau droit de citoyenneté : celui du droit de la liberté au travail. L'institution de ce droit limiterait le désinvestissement du travail par des hommes et des femmes livrés à « une recherche veine, hors du travail, de l'identité et du sens perdu dans le travail. » (p. 421). Pour ce faire, l'auteur exhorte la collectivité, l'État, le système scolaire à réunir leurs actions autour d'un but commun : « le travail qui pense et qui sait devenir créatif » (p. 423).

NOTES

1. La « gauche » au sens large : dans ses forces et instances syndicale, politique, institutionnelle et associative.
2. Il s'agit ici des hommes et des femmes. Pour cette note de lecture, nous suivons la graphie au masculin de Bruno Trentin, puisqu'il s'agit de rendre l'essence de ses écrits.